

# 7 jours en politique

**LAURENT BERGER** ■ Le secrétaire général de la CFDT, premier syndicat français, ne transige pas avec les valeurs

## « Le risque que ça tourne mal »

Depuis le début de la crise des « gilets jaunes », le leader du premier syndicat français, public/privé confondus, insiste sur le rôle des corps intermédiaires et met en garde contre certaines paroles publiques trop « complaisantes ».

### INTERVIEW

Florence Chédotal

florence.chedotal@centrefrance.com

Un peu comme une vigie, Laurent Berger est de ceux, attachés à certaines valeurs, qui ne tangent pas dans la tempête. Le secrétaire de la CFDT évoque sa « vision de l'intérêt général ».

■ **Quels espoirs mettez-vous dans ce « grand débat » qui débute ?** Débattre, échanger... c'est l'ADN de la CFDT. Nous souhaitons nous inscrire dans ce débat, tout en exigeant que son indépendance soit garantie et qu'on fasse quelque chose de ses conclusions. Nous appelons à la tenue d'un « Grenelle du pouvoir de vivre », à l'issue de la première phase du débat. Il faut une phase de concertation à la fin, un temps de démocratie sociale avant la prise de décision. Sinon tout cela n'aura pas de sens.

■ **Concrètement, comment la CFDT compte-t-elle œuvrer ?** Nos militants sont aussi des citoyens qui feront valoir nos propositions à travers les débats organisés sur le territoire. Nous-mêmes allons organiser des débats sur les quatre thèmes évoqués, en y ajoutant le grand absent : le pouvoir d'achat.

■ **Les « gilets jaunes » ont obtenu des résultats. Un constat d'échec pour des syndicats susceptibles d'être délégitimés ?** Il y a eu un soutien populaire aux « gilets jaunes ». Le gouvernement a cédé, il est vrai, alors que les syndicats demandaient la même chose, notamment sur la CSG, avec des mobi-



LAURENT BERGER. La CFDT en première position, c'est la « victoire d'un syndicalisme exigeant et constructif ». PHOTO AFP

lisations souvent bien plus importantes. Je crois que cela doit interroger, en premier lieu, le pouvoir sur sa conception de la démocratie. Mais pas seulement. Comme les politiques, comme les médias, la capacité des syndicats à se faire entendre est interrogée. Mais ce n'est pas la fin du syndicalisme. Cette crise dit au contraire que lorsque l'on croit pouvoir se passer des corps intermédiaires, cela revient au

visage comme un boomerang. Si le Président n'a pas compris cela, il y aura de quoi désespérer. La place de premier syndicat récemment acquise par la CFDT montre qu'on a besoin d'une parole forte mais qui négocie car la réalité est plus compliquée qu'un slogan. C'est la victoire d'un syndicalisme exigeant et constructif.

■ **À diverses reprises, vous avez mis en garde contre des dérives du mouvement des**

« gilets jaunes »... Ce n'est pas qu'une crise sociale. Elle est démocratique également, avec le risque que ça tourne mal pour les libertés, pour une certaine conception de la démocratie. J'ai pu choquer, au départ, lorsque je critiquais cette logique totalitaire qui consiste à obliger des citoyens à signer une pétition ou à mettre un gilet jaune pour passer à un barrage. Cela n'enlève rien au fait que des gens vivent

des situations inacceptables et je comprends cette colère sociale. Mais des extrêmes de droite et de gauche sont venus la récupérer. Ce mouvement a dans ses soubassements une logique réactionnaire. On se retrouve avec des violences qui touchent des bâtiments, des élus de la République, des journalistes... Il est respectable d'exprimer une colère de façon pacifique, mais je n'ai aucune sorte de fascination pour ceux qui utilisent la violence

« Aurai-je fait le nécessaire pour ne pas que l'on tombe dans une logique totalitaire ?

ce à des fins anti-démocratiques. À cet égard, il y a eu des paroles publiques trop complaisantes. Je ne suis pas naïf. À la fin, tout cela sert l'extrême droite.

■ **Depuis le début de cette crise, vous semblez ne pas tanguer. Or, vous pourriez nourrir quelques rancœurs.** Je refuse les outrances, la violence, le totalitarisme. Je suis profondément attaché aux valeurs démocratiques, au respect de chacun. Il est normal qu'il y ait des confrontations. Mais, les intérêts des uns n'étant pas ceux des autres, il faut faire émerger des solutions, des compromis. Je n'ai pas d'ennemi, sinon l'extrême droite. Comme beaucoup d'entre nous, j'aurais préféré me passer de cette crise. La posture serait de se planquer en attendant que ça passe. Je veux, pour ma part, pouvoir répondre à une question simple que chaque acteur de la société doit se poser. De là où je suis, aurai-je fait le nécessaire pour ne pas que l'on tombe dans une logique totalitaire ? Dont d'ailleurs les travailleurs sont toujours les premières victimes. Voilà pourquoi, malgré les amertumes qui peuvent exister, la CFDT continuera à défendre les travailleurs et à porter sa vision de l'intérêt général. ■

### GRAIN DE SEL

**Cette semaine**, quelque chose a bougé. La domination du champ médiatique a changé de camp. Moins de « gilets jaunes », pratiquement plus d'images de ronds-points, mais un président de la République dans des salles publiques, assis au milieu d'un forum de maires. Une démarche validée par le grand intérêt des Français pour ces échanges marathon, le taux d'audience des chaînes d'information en continue le confirme.

**Ce basculement** a débuté avec la lettre aux Français du président de la Ré-

publique. Un texte certes long, mais sans ostentation, posant clairement les questions et ouvrant suffisamment le débat pour laisser entrevoir qu'aucun sujet ne sera tabou. Poussant même la concession, en Normandie mardi, en rouvrant le dossier des 80 km/heure et même estimant que l'ISF n'est plus un interdit.

**Emmanuel Macron**, punchy, à l'écoute, a changé de logiciel. Lui qui depuis l'automne faisait le dos rond, encaissait les coups, jouait en permanence en défense, donnait l'impression de su-

bir les événements, est passé à l'offensive et réaffirme une attitude d'autorité. En démontrant sa volonté de retisser les liens avec les maires, il semble avoir choisi de guérir la fièvre, au lieu de s'en tenir à casser le thermomètre. La cote de popularité du président, dans un sondage de l'Ifop, fait un bond de 7 points. Alors est-ce lié ? Un sondage fait-il le printemps ?

**Dans le même temps**, des centaines de forums sont annoncés sur le site du « grand débat », un Français sur trois compte y participer, et quelques-uns

des opposants les plus farouches du président, Laurent Wauquiez (LR), Marine Le Pen (RN) et Olivier Faure (PS), ont dit leur désir de participer et d'engager leurs militants à débattre. À l'horizon du 27 janvier, les foudards rouges appellent à une manif de soutien à la République. Jusqu'à l'opinion qui bouge à nouveau : ainsi La République en Marche est en forte hausse dans un sondage de l'Ifop à propos des Européennes, avec 23 % d'intentions de vote, laissant à 21 % le Rassemblement National. Le débat à peine lancé, il bouscule déjà le cap présidentiel, mais il bouscule aussi les Français. ■

Bernard Stéphan

bernard.stephan@centrefrance.com